



La Celle Saint-Cloud

République Française  
Département des Yvelines

## DECISION MUNICIPALE N° 2026.06

78170

### CONVENTION RELATIVE À LA MISE A DISPOSITION D'UN AGENT DU CENTRE INTERDÉPARTEMENTAL DE GESTION DE LA GRANDE COURONNE POUR UNE MISSION D'ACCOMPAGNEMENT JURIDIQUE NON STATUTAIRE

**Le Maire de la commune de La Celle Saint-Cloud**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-21 et L.2122-23,

**Vu** la délibération n°2024.03.07 en date du 8 octobre 2024, portant délégation à Monsieur le Maire pour la signature des conventions avec le Centre Interdépartemental de Gestion (CIG) de la Grande Couronne de la région d'Île-de-France,

**Vu** la convention n°2026/01/09172 proposée par le CIG,

**Considérant** que le CIG est un établissement public local à caractère administratif assurant des missions d'expertise pour l'application du statut des fonctionnaires territoriaux,

**Considérant** que la ville sollicite le CIG afin de l'accompagner dans une mission d'accompagnement juridique non statutaire, en mettant à disposition un agent,

### DÉCIDE

#### Article 1 :

De signer la convention susvisée relative à la mise à disposition d'un agent du CIG pour une mission d'accompagnement juridique non statutaire.

#### Article 2 :

De participer aux frais d'intervention du CIG à concurrence du nombre d'heure de travail effectivement accomplies selon des tarifs forfaitaires ou horaires fixés chaque année par délibération du conseil d'administration du CIG.

#### Article 3 :

Il sera rendu compte de cette décision au conseil municipal lors de sa prochaine réunion.

#### Article 4 :

Madame la Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera transmise au représentant de l'Etat dans le département au titre du contrôle de légalité, publiée conformément à la réglementation en vigueur, et dont ampliation sera adressée à madame la Trésorière Principale de la Celle Saint-Cloud.

Fait à La Celle Saint-Cloud, le 27 janvier 2026.



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.  
Dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la commune de la Celle Saint-Cloud et d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Versailles.

Accusé de réception en préfecture  
078-217801265-20260127-2026-06-AR  
Date de réception préfecture : 02/02/2026